



# Compte rendu du Conseil des ministres du 1er février 2017

Page 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



## Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°291 du dimanche 5 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

L'actualité du gouvernement à la page 6.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Prise de contact des acteurs au développement du Centre-Nord: Le Président Adama Sawadogo encourage le Centre Morija et le Centre Spécialisé pour Handicapés Auditifs de Kaya** Page 4



**Des Forces de défense et de sécurité sensibilisés sur la protection des civiles en cas de conflits armés** Page 10

**Phases éliminatoires Miss Burkina 2017: Da Yéri Judith choisie Miss de la région du Sud-Ouest** page 2



**Vous voulez communiquer** sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...  
**Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

*Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain*



## ACTU RÉGION

# Phases éliminatoires Miss Burkina 2017: Da Yéri Judith choisie Miss de la région du Sud-Ouest

Région du Sud-Ouest



Photo de famille des lauréates et des autorités.

**L**a nuit du jeudi 26 janvier 2017 a connu une ambiance particulière au sein de l'amphithéâtre de l'Ecole Nationale des Enseignants du Primaire(ENEP) de Gaoua. Pour cause, procéder au choix de la Miss Burkina du Sud-Ouest. La population de Gaoua voire de la région sortie nombreuse avec à ses côtés les autorités administratives dont le Secrétaire Général de la Région Salif Ouattara représentant le Gouverneur, les membres du jury et l'équipe du Nouveau Comité Miss Burkina(NCOMIB).

**L'étape de Gaoua, d'ailleurs, la toute première donne ainsi le top départ d'une série de compétitions dans les douze(12) autres régions du pays.**

L'honneur a été donné au Directeur Régional de la Culture, des Arts et du Tourisme Seydou Bamogo, président du comité régional d'organisation. Il a traduit aux noms des autorités et des populations l'immense joie pour le choix du Sud-Ouest d'abriter la première étape de ces phases éliminatoires de Miss Burkina. Il a aussi salué l'innovation apportée par le **NCOMIB** qui vient donner

plus de chance aux filles se trouvant en région. Cela permettra à ces dernières, d'avoir une grande ouverture vers d'autres horizons a-t-il poursuivi. Il a, avant de clore ses propos, présenté ses vœux de nouvel an, remercié tous les acteurs qui ont permis la tenue de cette activité.

A la suite du Directeur Régional, le Président du **NCOMIB** Alpha Ouédraogo a présenté les membres de son comité et ceux du jury. Alors trois(3) heures durant, huit (8)candidates issues des classes de 1<sup>ère</sup> des lycées et collèges, après trois(3) passages

La suite à la page 3.



## ACTU RÉGION

La suite de la page 2.

chacune, ont permis au jury de choisir Da Yéri Judith, élève au lycée Provincial de Diébougou miss de la région du Sud-Ouest. Elle est suivie de Traoré Faridatou 1<sup>ère</sup> dauphine du lycée provincial Bafuji de Gaoua et Ouédraogo Farida Moubarak 2<sup>ème</sup> dauphine du lycée Frères Bernard de Gaoua. La miss a reçu en plus de son écharpe, une somme de deux cent cinquante mille (250 000) francs CFA. Les première et deuxième dauphines ont reçu respectivement chacune une écharpe et une somme de cent cinquante mille (150 000) et de cent mille (100 000) francs CFA. La miss et la 1<sup>ère</sup> dauphine vont vivre l'aventure avec vingt quatre(24) autres miss de douze(12) régions. Ce qui permettra au finish à dix huit(18) filles de prétendre au sacre final qui sera la couronne de Miss Burkina avec à la clé, la bagatelle somme de cinq(5) millions de francs CFA a dit le Président de la **NCOMIB** Alpha Ouédraogo qui d'ailleurs s'est dit très satisfait du déroulement de l'élection de miss à Gaoua. Cette cérémonie a été rendue possible grâce au parrainage du Directeur Général de COTECNA Désiré Sié Kam et du sponsor officiel Watam Kaiser.

**Kissogo Abdoul Karim  
Ouattara pour SCI**



Da Yéri Judith choisie Miss de la région du Sud-Ouest s'est dite très satisfaite et rend gloire à Dieu.



La population a fait le bloc dans l'amphithéâtre de l'ENEP de Gaoua.



## Prise de contact des acteurs au développement du Centre-Nord Le Président Adama Sawadogo encourage le Centre Morija et le Centre Spécialisé pour Handicapés Auditifs de Kaya

Région du Centre Nord



Le président a tenu à féliciter la mission Suisse conduite par Dominique HUGLI (à droite) et qui a pour objectif de réussir 40 interventions chirurgicales.

**L**e président du Conseil régional du Centre-Nord a effectué ce mardi 24 janvier 2017, une visite de courtoisie à deux établissements spécifiques de la ville de Kaya. Cette visite qui entre dans le cadre de la série de prises de contact avec les acteurs au développement de la région du Centre-Nord a permis à monsieur Adama Sawadogo de toucher du doigt les réalités du Centre de rééducation Morija et du Centre Spécialisé pour Handicapés Auditifs (CSHA) et d'apporter ses encouragements aux acteurs de ces centres.

C'est au Centre de rééducation Morija que le président du Conseil Régional du Centre-Nord a commencé sa visite, le matin du 23 janvier 2017. Là, c'est monsieur

Albert Zongo, le directeur qui a accueilli avec joie le premier responsable politique de la région. Après une brève présentation du centre dont le renom dépasse les frontières nationales, monsieur Adama Sawadogo a eu droit à une visite guidée des différents services composant ce centre accompagné du maître des lieux.

Outre l'administration, le centre Morija dispose d'un service de chirurgie avec un bloc opératoire, une radiographie et des salles d'hospitalisation post opératoire. Il y a également un atelier d'appareillage pour la confection de protèges, d'orthèses et de chaussures orthopédiques ainsi qu'une salle de rééducation et de kinésio thérapie avec des salles d'hospitalisation. D'une capacité

d'hospitalisation de soixante-dix lits, le centre Morija, selon monsieur Zongo, est très souvent débordé par le nombre de plus en plus élevé de ses patients venant de tous horizons du Burkina Faso et aussi dans la sous-région. D'où la nécessité de faire une extension des salles d'hospitalisation afin d'offrir un séjour agréable de l'ensemble des patients.

Créé en 1992, le centre Morija bénéficie de l'accompagnement de médecins spécialistes suisses qui y effectuent trois missions par an en vue de prendre en charge les cas critiques de chirurgie. Monsieur Dominique HUGLI et son équipe qui étaient en mission ont reçu les encouragements du président du Conseil Régional. Selon le chef de mission, cette équipe dynamique

La suite à la page 5



## ACTU RÉGION

La suite de la page 4



M. Albert ZONGO, Directeur du Centre Morija de Kaya (à gauche) montrant à son visiteur du jour (à droite) comment les protèges sont confectionnés.

et très engagée contre le handicap moteur, elle a la noble ambition de mettre en place un système informatique les permettant de suivre les patients à distance depuis la Suisse.

Du centre Morija, le président du Conseil Régional s'est rendu

au Centre Spécialisée pour Handicapés Auditifs. Ce centre qui est une école primaire regroupé à la fois des élèves dits normaux et des élèves frappés d'un handicap auditif, visuel et intellectuel. Pratiquant une éducation inclusive, le Directeur Augustin Ouédraogo



Le CSHA qui accueille souvent des stagiaires venus s'imprégner de son expérience en matière d'éducation inclusive à l'image de la suisse Annelies Feldmann (à droite).

et son équipe s'évertuent à donner une éducation maternelle et un enseignement primaire spécialisés au bénéfice de 256 élèves dont 85 vivants avec un handicap. Le centre forme également les élèves en fin de cycle en couture, en tissage et en menuiserie. Les sortants de ces ateliers sont équipés pour une insertion socioprofessionnelle réussie.

Pour monsieur Pamoussa Sawadogo, coordonnateur de l'association fondatrice du Centre, le centre vit des difficultés de plusieurs ordres. La formation et le recyclage des enseignants, l'acquisition de kits professionnels, l'insuffisance de tables-bancs, la cherté des examens médicaux et des protèges sont entre autres difficultés évoquées par le coordonnateur.

Le Centre Spécialisé pour Handicapés Auditifs CSHA créé en 1999 et reconnu en 2002 a été fondé par l'Association pour la Promotion Sociale et Professionnelle des Déficients Auditif du Sanmatenga (APSPDAS) dans le cadre de la poursuite de ses objectifs. Il est animé par 11 personnes dont 04 enseignants mis à disposition par le ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Le CSHA bénéficie, selon monsieur Sawadogo, de l'accompagnement de l'État et surtout de l'APATAM, une association de 08 femmes du 3<sup>ème</sup> âge de la Belgique.

Le président du Conseil Régional se dit émerveillé par ce qu'il a découvert dans ces deux centres, il a encouragé le personnel de ces deux établissements spécialisés et rassuré les responsables de sa disponibilité à les accompagner dans leurs missions respectives.

**A.I OUEDRAOGO pour SCI**



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Compte rendu du Conseil des ministres du 1er février 2017

Région du Centre



### DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

**Le premier** est relatif à la contribution des Organisations non gouvernementales/Associations de développement (ONG/AD) pour l'année 2015.

En termes d'investissements, 200 ONG/AD ont apporté une contribution financière au développement à hauteur de **73,19 milliards de FCFA** en 2015.

Le secteur social occupe **73,23%** et le secteur du soutien à la production **17,35%**. Les régions du Centre, du Centre Nord et du Sahel en sont les principales bénéficiaires.

Au titre des réalisations physiques, **12 établissements scolaires** ont été construits et **35 596 élèves et étudiants** ont été pris en charge. Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, **908 puits et forages** et **39 207 latrines** ont été réalisés.

Le Conseil félicite l'accompagnement des ONG/AD pour leur apport au développement socio-économique du Burkina Faso

et invite les différents ministères à un meilleur suivi de l'exécution des programmes et à l'amélioration du rapportage et de complétude des données.

**Le deuxième rapport** est relatif au litige entre l'Administration des douanes et l'Office national des télécommunications (ONATEL-SA), suite à la fusion de TELMOB-SA et de l'ONATEL-SA.

Cette fusion comporte une transmission de patrimoine, toutefois assujettie à des formalités douanières et administratives auxquelles l'ONATEL-SA n'a pas satisfait en tout ou partie.

Le Conseil a instruit le ministre en charge du dossier de prendre les dispositions idoines afin que l'ONATEL-SA règle en intégralité les taxes et droits dus devant être reversés au Trésor public.

Le Conseil a en outre décidé de nouvelles discussions, sous l'égide du ministère de l'économie, des finances et du développement, afin de déterminer le montant des amendes conformément aux textes en vigueur et à la nécessité de sauvegarder les intérêts de l'Etat.

**Le troisième rapport** concerne trois (03) décrets d'application de la loi portant réglementation

**Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 1<sup>er</sup> février 2017,**

**en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de**

**Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE,**

**Président du Faso, Président du Conseil des ministres.**

**Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales,**

**et autorisé des missions à l'étranger.**

### I. DELIBERATIONS

#### **I.1. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET**

La suite à la page 7.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

générale de la Commande publique.

Le premier décret porte attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la Commande publique ;

Le deuxième est relatif à la réglementation de la Maîtrise d'ouvrage public déléguée.

Le troisième décret porte procédures de passation, d'exécution et de réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

L'adoption de ces décrets vise à assurer la conformité du dispositif national de gestion de la Commande publique avec les normes internationales et une plus grande efficacité du processus de gestion des marchés publics et des délégations de service public.

### I.2. AU TITRE DU MINISTRE DE LA SANTE

Le Conseil a adopté un rapport relatif au plan de préparation et de riposte à une éventuelle épidémie de méningite en 2017 au Burkina Faso.

L'adoption de ce rapport et sa mise en œuvre effective permettront à notre pays de détecter précocement et de riposter efficacement à toute survenue d'épidémie de méningite en 2017.

### I.3. AU TITRE DU MINISTRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Le Conseil a adopté cinq (05) décrets d'application de la loi N° 037-2012/AN du 11 octobre 2012 portant réglementation de l'amélioration génétique du cheptel au Burkina Faso.

**Le premier décret** porte organisation des actions d'amélioration génétique du cheptel.

**Le deuxième** porte composition, attributions et fonctionnement de la Commission nationale d'amélioration génétique (CNAG).

**Le troisième** est relatif aux modalités d'identification et d'enregistrement du cheptel.

**Le quatrième** fixe les garanties d'ordre zootechnique et sanitaire exigées pour l'exportation ou l'importation des animaux de reproduction, de la semence et des embryons.

**Le cinquième décret** concerne les règles auxquelles sont soumis les nouvelles espèces, les races ou les essais de croisement présentant un intérêt pour le pays.

L'adoption de ces décrets permet à notre pays de disposer d'outils adéquats pour l'application effective de la loi sur l'amélioration génétique de son cheptel.

### I.4. AU TITRE DU MINISTRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

**Le premier décret** porte

approbation des Statuts particuliers de l'Institut supérieur de l'image et du son/Studio école (ISIS/SE).

L'adoption de ce décret vise à conformer les statuts particuliers de l'ISIS, aux dispositions du décret n° 2014-612/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT).

**Le second décret** est relatif à l'application de la loi portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso.

Ce décret édicte les conditions dans lesquelles s'effectuent les fouilles archéologiques.

Son adoption vise à améliorer significativement le degré de protection du patrimoine culturel national, conformément à la loi n°024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel.

### II COMMUNICATION ORALE

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative à la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE**, à la 28<sup>ème</sup> Session ordinaire du Sommet de l'Union africaine (UA), le 30 janvier 2017 à Addis-Abeba en Ethiopie.

Au cours de cette session, Son Excellence Monsieur Alpha

La suite à la page 8.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

CONDE, Président de la République de Guinée, a été désigné comme Président en exercice de l'Union africaine.

Le Président du Faso et ses pairs ont élu Monsieur Moussa Faki **MAHAMAT** du Tchad à la présidence de la Commission de l'Union africaine et nos compatriotes Madame Minata **SAMATE/CESSOUMA**, au poste de Commissaire aux Affaires politiques de l'Union africaine et Monsieur Pascal **BAMOUNI** en qualité de membre du Conseil consultatif de lutte contre la

corruption de l'UA.

Le Conseil félicite Madame **SAMATE** et Monsieur **BAMOUNI** pour leur brillante élection.

En marge du sommet, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE** a échangé avec le nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Monsieur Antonio Manuel de Oliveira **GUTERRES**. Les deux personnalités ont passé en revue l'état des relations entre le Burkina Faso et l'Organisation des Nations

unies.

Le Président du Faso a par ailleurs accordé des audiences à des personnalités et rencontré les ressortissants burkinabè vivant en Ethiopie.

### **Le Ministre de la Communication et**

### **des Relations avec le Parlement,**

Porte-parole du gouvernement,

**Rémis Fulgance DANDJINOU**

## Chronique du Gouvernement

# Journée mondiale des zones humides 2017 : Message du ministre de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique

Région du Centre

**Le Burkina Faso, à l'instar des autres pays parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides célèbre la Journée Mondiale des Zones Humides (JMZH) 2017.**

**Les zones humides, naturelles (fleuves, rivières, lacs, mares...) ou artificielles (retenues d'eau de barrage, périmètres irrigués, étangs, etc.), sont des écosystèmes particuliers qui offrent un éventail de biens et services pour la satisfaction de besoins divers.**

La Journée mondiale des zones

humides instituée depuis 1997, est célébrée chaque année le 2 février pour sensibiliser, faire connaître au public l'importance, les valeurs et avantages des zones humides pour l'humanité et la planète. Elle marque également la date anniversaire de l'adoption de la Convention de Ramsar sur les zones humides en 1971, dans la ville iranienne de Ramsar.

Le thème de cette année est : « Des zones humides pour la prévention des risques de catastrophes ».

A travers ce thème, l'occasion est donnée une fois de plus au ministère de l'Environnement, de

l'économie verte et du changement climatique desensibiliser le grand public et mettre en valeur le rôle vital que jouent les zones humides dans l'atténuation des effets de phénomènes extrêmes comme les inondations, les sécheresses et le renforcement de la résilience des populations humaines.

A l'échelle mondiale, la fréquence des catastrophes naturelles a plus que doublé, la plupart étant liée au climat. Selon ONU-Eau, 90% de tous les risques naturels sont liés à l'eau. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) va plus loin en prédisant des phénomènes

La suite à la page 9.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Le ministre.

encore plus extrêmes à l'avenir, dans le sillage des changements climatiques. Les inondations du 1<sup>er</sup> septembre 2009 à Ouagadougou et celles dans d'autres localités ces dernières années témoignent, s'il en était besoin, des risques réels de catastrophes dans notre pays.

Et pourtant, des solutions naturelles existent car les zones humides agissent comme des éponges naturelles, absorbant et stockant les eaux de pluie excédentaires et limitant les inondations. En saison sèche, elles libèrent l'eau stockée, retardant le déclenchement des sécheresses et réduisant les pénuries d'eau.

De toute évidence, en cette année 2017, le Burkina Faso fait siens ces messages clés de la Convention de Ramsar sur les zones humides, à savoir : (i), les zones humides assurent une protection naturelle contre les catastrophes et nous

aident à résister aux phénomènes météorologiques extrêmes, et (ii) des zones humides bien gérées renforcent la résilience des communautés et aident celles-ci à se rétablir après les catastrophes.

L'an dernier, la communauté internationale s'est fixée des objectifs ambitieux en vue de parvenir au développement durable et de lutter contre les changements climatiques. Les Objectifs de développement durable (ODD) reconnaissent en effet que des écosystèmes, plus précisément des zones humides bien entretenues nous apportent de l'eau et des aliments, soutiennent nos moyens d'existence et nous protègent contre les changements climatiques, et qu'elles servent de fondements à l'économie et au bien-être humain.

L'enjeu, pour nous tous, consiste maintenant à traduire les

engagements en actions.

Il est donc temps d'intensifier les efforts pour conserver et utiliser rationnellement nos zones humides si nous voulons lutter efficacement contre les inondations, les sécheresses, et les changements climatiques en particulier.

J'invite donc tout un chacun à participer à la commémoration de la JMZH 2017 :

- en visitant une zone humide près de chez lui;
- en organisant le nettoyage d'une zone humide;
- en participant au concours de photos (concours réservé aux personnes âgées de 18 à 25 ans et consistant à prendre une photo dans une zone humide entre le 2 février et le 2 mars 2017 et à la poster à l'adresse [www.worldwetlandsday.org/fr](http://www.worldwetlandsday.org/fr) ;
- en sensibilisant votre entourage sur l'importance des zones humides.

Ensemble, agissons pour aider à conserver et à promouvoir l'utilisation durable des zones humides !

**Batio BASSIERE**

**Officier de l'Ordre National**



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Des Forces de défense et de sécurité sensibilisées sur la protection des civiles en cas de conflits armés

Région du Centre



Le présidium.

**L**e Secrétariat permanent du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (SP / CIMDH) organise les 2 et 3 février 2017 à Ouagadougou, une session de sensibilisation d'une quarantaine d'éléments des Forces de défense et de sécurité de la région du Centre, sur « la protection des civiles en cas de conflits armés ».

L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

L'objectif global de cette formation est de mieux faire connaître les règles sur la protection des

populations civiles par les Forces de défense et de sécurité en cas de conflits armés.

Elle se veut une contribution aux efforts visant à rendre ces corps militaires et paramilitaires, aptes à promouvoir et à respecter le droit international humanitaire, ainsi qu'à renforcer leurs capacités pour plus de professionnalisme dans l'exécution de leurs missions sur le terrain. Elle vise également à les outiller en moyens juridiques pour guider leur comportement.

Le Garde des Sceaux a indiqué que les Forces de défense et de sécurité constituent le groupe socioprofessionnel le plus en vue lorsque l'on parle notamment du droit international humanitaire.

« Ils sont au cœur de ces règles relatives aux conflits armés.

D'ailleurs, les premiers accords internationaux sur le droit de la guerre ne traitaient que des questions liées aux forces armées » a-t-il relevé.

Cependant a poursuivi le ministre, les temps ont évolué et la guerre a changé de nature.

« Cette guerre qui était loin des populations civiles, s'est dangereusement rapprochée d'elles et a envahi l'intérieur des villes. C'est ainsi que les premiers intéressés par les règles de la guerre, c'est-à-dire les Forces de défense et de sécurité, sont appelés à protéger les populations civiles qui n'ont pas à souffrir des effets de la guerre. C'est cette réalité qui justifie le thème de la présente activité, relatif à la protection des populations civiles en cas de conflits armés » a-t-il

La suite à la page 11.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.  
précisé.

### Qu'est-ce que le droit international humanitaire ?

Le droit international humanitaire ou droit des conflits armés est un ensemble de règles qui s'applique en période de conflit armé et dont le but est de limiter les souffrances causées par la guerre en assurant autant que possible, protection et assistance aux victimes. Sa codification remonte à des temps immémoriaux.

**De nos jours, l'essentiel de ses règles est consigné dans les quatre (04) Conventions de Genève de 1949 et leurs trois (03) Protocoles additionnels de 1977 puis de 2005.**

Au regard de l'importance des normes du droit international humanitaire le Burkina Faso a ratifié la quasi-totalité des Conventions y relatives. La ratification d'une Convention est une chose et sa mise en œuvre en est une autre. Cette mise en œuvre requiert l'engagement conséquent de l'Etat. Elle l'oblige à respecter, à faire respecter et appliquer le droit international humanitaire dans toutes les circonstances pertinentes.

C'est dans le but de mieux endosser ses responsabilités que le Burkina Faso a créé le Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire. Il lui a été assigné la mission de faire des droits humains et du droit international humanitaire une question prioritaire.



Les participants.

« Bien que le CIMDH travaille à faciliter l'élaboration des rapports que le Gouvernement doit fournir aux instances continentales et universelles de promotion et de défense des droits humains et du droit international humanitaire,

il doit au quotidien contribuer à la dissémination de ces corps de règles au sein des couches socioprofessionnelles » a rappelé le ministre en charge des droits humains.

25 FEVRIER  
04 MARS



25 FEBRUARY  
04 MARCH

# FESPACO 2017

25<sup>e</sup>



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel  
*Training, Cinema and Audiovisual Trades*

Ouagadougou / Burkina Faso / [www.fespaco.bf](http://www.fespaco.bf)

Artafact Consulting +226 44343311



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste : Camp Officer - Sud-Soudan**

**Position: Agent Camp**

**Date de début: ASAP**

**Lieu: Juba, Soudan du Sud**

**Type de contrat: Fixe Durée du contrat**

**Durée du contrat: 6 mois, renouvelable**

**Niveau de risque de sécurité: Très Risky**

#### A propos de ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour soutenir les personnes dans le besoin urgent et de protéger la dignité des personnes, tout en créant plus des possibilités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience ACTED; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche d'ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers des possibilités de plus des moyens de subsistance reconstruction à long terme et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions

d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre plus de 11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et 4,300 personnel national.

#### Profil du pays

Nombre de projets: 25

Nombre de zones: 5

Nombre de personnel national: 317

Budget annuel (EUR): 20,78

Nombre de bureaux: 6

Nombre de membres du personnel international: 49

#### Contexte de position et les défis clés

ACTED a été présent dans le Sud-Soudan depuis 2007, et est actuellement en exploitation dans l'Ouest Bahr-el-Ghazal, Warrap, Jonglei, Haut-Nil, des lacs, et les Etats d'Equatoria Central. ACTED se concentre sur urgence et de secours des travaux autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; les infrastructures de base; la sécurité et les moyens de subsistance alimentaire; et la gestion des camps intégré. Toutes ces interventions continuent de fournir une assistance de base et de sauver la vie des populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil.

Depuis la fin du conflit sud-soudanais qui a éclaté en Décembre 2013, ACTED a été de contribuer à la prestation de services humanitaires à 1,7 millions de personnes déplacées, 270,767 réfugiés, et 5,1 millions de personnes dans le besoin. ACTED continue à fournir des services de gestion des camps dans 2 Protection des (POC) Sites civils, 1 règlement informel et 2 camps de réfugiés, tout en contribuant au Camp de coordination en tant que co-chef de

file du cluster Camp Coordination et gestion des camps. Reconnaisant l'importance de l'engagement dans le relèvement précoce à la transition vers des solutions durables, ACTED soutient les communautés dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance à travers la promotion d'activités génératrices de revenus, groupes d'épargne communautaires et les écoles Agro Pastoral de terrain dans le Grand Bahr al Ghazal, Grand Haut-Nil et des lacs.

#### Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

En tant que gestionnaire du camp, ACTED coordonne la prestation des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et Juba Comtés bénéficiant d'un total de plus de 140.000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion des camps, l'équipe d'ACTED au Soudan du Sud d'entreprendre une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, d'assurer l'accès à des installations d'eau et d'hygiène, de faciliter la paix entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et d'accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Un haut accent a été mis dans l'établissement de la responsabilité et système de rétroaction sur les différents sites de déplacement pour améliorer la prestation des services.

#### Garantir l'accès à l'eau potable et à un milieu de vie sanitaire et hygiénique

En 2015, ACTED la priorité à la fourniture de services d'eau et d'assainissement pour les personnes à risque d'épidémie de maladie, ainsi que les populations déplacées avec un accès limité aux installations d'eau et d'assainissement. ACTED a été l'expansion de la prestation de services d'eau et d'assainissement à la population de réfugiés de

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

Doro, Kaya et Gendrassa camp et les pratiques d'assainissement améliorés dans les zones rurales, comme le comté d'Akobo.

**Améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance**

Les interventions d'ACTED focud sur le traitement d'abord les besoins de sécurité alimentaire désastreuses des populations déplacées par le biais de distributions alimentaires d'urgence dans les personnes déplacées et les camps de réfugiés, tout en travaillant à améliorer la résilience des personnes vulnérables à travers le pays par le biais de semences et d'outils distributions et l'offre de nourriture pour la construction d'actifs de la communauté. Grâce à cette approche, ACTED vise à la fois à l'insécurité alimentaire d'adresse dans les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le relèvement précoce, la gestion pour atteindre plus de 150.000 bénéficiaires.

**La transition vers le relèvement précoce**

Alors que le pays se remet lentement de les ravages causés par des décennies de conflit, la programmation d'ACTED se concentrer de plus en plus sur la construction de la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et déplacées du pays. Aller de l'avant, l'équipe du camp d'ACTED se penche sur l'élaboration et l'exécution des plans complets pour le retour ou l'intégration des populations déplacées. Deuxièmement, ACTED vise à augmenter le niveau de vie et d'assurer les moyens de subsistance de la population du Sud-Soudan, par l'intermédiaire d'accroître l'accès à des activités génératrices de revenus et des revenus durables, la lutte contre les facteurs sous-

jacents de l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

**Rôles et responsabilités clés**

**Principales responsabilités:**

Ø Mettre en place et assurer un système transparent de gestion, y compris la coordination des services et d'autres activités.

Ø Superviser la mobilisation et la participation de la population allouée dans le système de gestion du camp, avec un accent sur l'insertion des femmes

Ø Superviser la maintenance de l'infrastructure du camp.

Ø Mettre en place un système de gestion de l'information dans le camp, y compris la collecte et la fourniture de données et le partage transparent de l'information.

Ø Suivi de la fourniture de services dans tous les secteurs du camp selon les directives convenues, les normes et les indicateurs.

Ø Identifier les lacunes, évaluer et analyser les besoins du camp afin d'éviter la duplication des services et des lacunes dans l'aide et la protection de la population déplacée.

**Responsabilités spécifiques:**

Ø Mettre en place des comités de camp dans tous les secteurs, et faire en sorte que l'égalité d'accès est faite pour les hommes / femmes, garçons / filles.

Ø Suivi et veiller à ce que les comités de camps agissent et se comportent selon le Code de conduite convenu.

Ø Favoriser l'autonomie de la population du camp et l'autonomisation dans la prise de décision dans la gestion des camps.

Ø Organiser et exécuter, et \ ou superviser le suivi de l'enregistrement de la population

du camp, mettre à jour les données de la population du camp.

Ø Faire le lien entre les différentes communautés et les groupes qui vivent dans le camp et favoriser une coexistence pacifique.

Ø Protéger les intérêts de la population du camp vers les autorités du camp, les fournisseurs de services et les parties prenantes.

Ø Assurer la liaison entre la population du camp et les fournisseurs de services et les parties prenantes

Ø Assurer la liaison entre les autorités nationales / locales, les institutions de l'Etat, la société civile et les autres parties prenantes concernées. Assurer la coordination efficace et l'échange d'informations avec eux.

Ø services d'approvisionnement nécessaires dans les secteurs techniques, le cas échéant.

**Responsabilités secondaires:**

Ø Mettre en œuvre un système d'enregistrement et de collecte de données

Ø Concevoir un retrait progressif du camp et une stratégie de fermeture depuis le début de l'existence du camp.

Ø Évaluer l'impact environnemental du camp et la communauté d'accueil: évaluer les impacts négatifs sur l'environnement ainsi que les activités qui pourraient prévenir ou réduire ces impacts.

Ø Toutes les principales compétences / exigences techniques relatives à la gestion du camp

**Ville :**

**Expériences / Formation du candidat**

La suite à la page 15.



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

L'éducation de niveau Master dans un domaine pertinent, comme les relations internationales ou le développement

Expérience en gestion de projet (gestion des compétences, planification, développement et formation du personnel) dans les programmes de développement

Expérience de travail 1-2 ans auparavant dans une position pertinente

Capacités éprouvées en leadership et de gestion nécessaires

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

Forte négociation et les compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

Capacité de bien et ponctuellement travailler sous pression

### Langues parlées

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Afrique, Soudan du Sud

Contrat : CDD

### Durée du contrat

6 mois, renouvelable

### Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille des salaires ACTED; d'enseignement de niveau, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés

comme des bonus de salaire

Allocation mensuelle de subsistance supplémentaire

Repas et logement fourni à la maison d'hôtes de l'organisation

Les frais de transport couverts, y compris billet de retour supplémentaire + allocation de bagages

Fourniture de services médicaux, la vie et assurance rapatriement + package de retraite

### Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre demande, y compris une lettre de motivation et CV à [jobs@acted.org](mailto:jobs@acted.org) sous Ref: CO / SSD

Email de la personne contact [jobs@acted.org](mailto:jobs@acted.org)

**Date de fin de validité**  
**28/02/2017**



## Assemblée de lancement du REESIRAC, 27-28 février 2017

Les 27 et 28 février 2017 se tiendra à Douala, au Cameroun, l'Assemblée générale de lancement du Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale (REESIRAC).

Cette rencontre donnera l'occasion aux participants d'échanger et d'adopter des résolutions sur deux thèmes majeurs : i) le système LMD en Afrique Centrale et ii) l'assurance qualité en Afrique Centrale". L'ébauche du plan d'action du Bureau Exécutif sera également présentée.

Le Secrétaire général du CAMES, Pr Bertrand MBATCHI prendra part aux travaux, pour apporter son expertise et celle de son Institution.

Annnonce CAMES



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

#### Poste : Chargé de partenariats avec le Monde Economique H/F

##### Description

Le WWF France, première organisation mondiale de protection de l'environnement (220 000 donateurs, 3000 bénévoles, 80 salariés, 20 m€ de budget) œuvre depuis 40 ans pour la préservation des milieux naturels et des espèces animales ou végétales les plus menacées, en s'efforçant de mobiliser l'ensemble des parties prenantes : institutions internationales, nationales et locales, entreprises, grand public...

Le WWF France recherche pour sa Direction des Relations avec le Monde Economique un Chargé de Partenariats H/F.

##### Missions

Rattaché(e) au Responsable de Partenariats, vous participez à la mise en œuvre de la stratégie d'influence du WWF France auprès du secteur privé :

- Animation et gestion de partenariats : pilotage de projets au niveau national et international, relationnel et communication avec les entreprises, suivi administratif
- Gestion des demandes de partenariats entrantes
- Développement de partenariats entreprises :
- ciblage des acteurs en cohérence avec les objectifs de conservation du WWF et de réduction de l'empreinte écologique,
- identification des enjeux environnementaux des entreprises, évaluation de la politique environnementale de secteurs d'activité,

réalisation de due diligence, courant

- organisation de rencontres, présentation de la stratégie du WWF, rédaction de propositions commerciales, organisation et structuration de projet
- Promotion de la stratégie du WWF auprès des acteurs économiques : rencontre avec des acteurs du secteur privé afin d'influencer leurs pratiques vers une réduction de leur empreinte écologique, intervention devant des panels d'entreprises
- Relations avec l'international ; entreprises et réseau international du WWF

**Ville : Poste basé à Paris 16 puis au Pré-St Gervais à compter de juin 2017**

##### Expériences / Formation du candidat

Issu(e) d'un cursus Bac + 5 grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, 3ème cycle universitaire, avec le cas échéant une spécialisation en Développement Durable, vous disposez au minimum d'une première expérience de 2 ans sur des fonctions similaires (par exemple chef de projet RSE, chargé de mission développement durable, consulting).

Vous êtes familier(e) avec le travail en mode projet et vous connaissez les outils, méthodes et processus relatifs à la prospection commerciale. Des déplacements seront à prévoir, en France et à l'international.

**Vous maîtrisez le pack office (Excel, Word, Powerpoint).**

##### Langues parlées

Vous disposez d'un niveau d'anglais

##### Qualité du candidat

Pour réussir à ce poste, vous avez les qualités suivantes :

- Rigueur et sens de l'organisation
- Aisance relationnelle et rédactionnelle
- Capacité à travailler en équipe
- Proactivité
- Sens commercial et de la négociation
- Autonomie
- Diplomatie
- esprit d'analyse et de synthèse
- ténacité

Fonctions : Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités : agriculture, Environnement, Autre

Pays : Europe, France

Contrat : CDI

Salaire / Indemnité

##### Selon expérience

##### Documents à envoyer

CV + LM

Email de la personne contact recrutement@wwf.fr

Postuler en ligne [http://www.wwf.fr/nos\\_priorites/nous\\_rejoindre/?11440/Charge-de-partenariats-avec-le-Monde-Economique-HF](http://www.wwf.fr/nos_priorites/nous_rejoindre/?11440/Charge-de-partenariats-avec-le-Monde-Economique-HF)

**Date de fin de validité 28/02/2017**



## JOBS CAMPUS

### Avis de recrutement

**Poste : Un (e) Responsable Programme Reconstruction / Moyens d'existence à Bangui -RCA-**

#### Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

#### Découvrez notre histoire et nos valeurs

#### Situation et besoins humanitaires

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est

renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015. En février 2016, Faustin Archange TOUADERA est élu président de la République.

Fin novembre 2016, on compte plus de 434 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés de Bangui, dont celui de M'Poko, l'un des plus importants du pays, géré par PUI. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans. Le moindre prétexte peut entraîner des violences communautaires, dont les populations civiles payent le prix cher. Fin septembre 2015, suite au meurtre d'un musulman, Bangui a connu une période de violence entraînant le déplacement d'environ 40 000 personnes, dans des sites ou dans des familles d'accueil. Les besoins humanitaires de ces populations vulnérables deviennent d'autant plus importants et urgents

dans cette période de crise, tout en s'additionnant aux besoins de relèvement.

#### Notre action sur le terrain

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires. Selon OCHA, 2,7 millions de centrafricains ont besoin d'assistance humanitaire en 2015, soit près de 60% de la population totale.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et un appui aux populations déplacées (gestion de site, réponse d'urgence, aide au retour).

Dans le cadre de nos activités en PAYS, nous recherchons un(e) Responsable Programme Reconstruction / Moyens d'existence à Bangui.

Le/la Responsable Technique Reconstruction/Moyens d'Existence supervise la mise en œuvre du programme Reconstruction, AGR, THIMO et WASH (sensibilisation à l'hygiène, désherbage et curage de canaux), dans les quartiers précaires de Bangui. Ce poste offre l'opportunité d'être en gestion

La suite à la page 18



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

directe d'activités déterminantes dans le contexte bangouais pour le retour des déplacés dans leurs quartiers d'origine.

**Programmes:** Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du programme sous sa responsabilité.

**Ressources Humaines :** Il/Elle supervise l'équipe projet (salariés PUI et journaliers éventuels).

**Logistique et administration :** Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du projet sous sa responsabilité.

**Représentation:** Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme.

**Sécurité :** Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique ainsi qu'au référent sécurité de la mission

**Stratégie :** Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field

**Ville : Bangui**

**Expériences / Formation du candidat**

Formation technique supérieur en lien avec le programme : économie, développement, Génie civil, Construction, Génie Rural.

**Expérience :** Humanitaire, Internationale, Technique

- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- Bonne résistance au stress
- Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit
- Bonne capacité d'analyse
- Organisation et gestion des priorités
- Force de propositions, recherche de solutions
- Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques

**Langues parlées**

Français

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Génie civil, Hydraulique

Pays : Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 3 mois.

**Date de démarrage: 15/02/17**

Salaires / Indemnité

Salaires brut mensuel : de 1 815 à 1 980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

**Documents à envoyer**

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : RP Rehab Bangui

Nom de la personne contact

Natalia Montoya Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

**Postuler en ligne** [https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/01/31\\_1\\_2017\\_RP\\_Reconstruction\\_Bangui.pdf](https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/01/31_1_2017_RP_Reconstruction_Bangui.pdf)

**Date de fin de validité**  
**28/02/2017**



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Directrice des rédactions  
Eliane Bayala

Equipe de reportage  
- Bernard M' Pempé Hien  
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara  
- Francois blanc  
- Boureima Sogoba  
-Augustin Irwaya Ouedraogo  
- Tigiane Antoine Ki  
- Blaise Sama  
- Jean Paul Yekpaye  
- Mamadou Goh  
- Désiré Guigma  
- Jérôme Bissyendé  
- Frédérick PoOda  
- Valentin Ouedraogo  
- Moumouni Guio  
- Nicole Ouedraogo  
- Amédée Silga  
- Karim Koala  
- Ouaboué Bakouan  
- Albert Tarpaga  
- Paul Soma  
-Arjouman Saganogo  
- Joseph Kaboré  
-Valentin Singbéogo  
- Issa Sepama  
- Hermann Toé  
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays  
Montage  
Eliane BAYALA  
Oeil du professionnel

Distribution  
Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture  
médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en  
version numérique à télécharger.*



## PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

4/02/2017 AU 11/02/2017 GroupeIV

1200 logements	25 36 02 52	Musée	25 36 68 41
Afiya	25 48 83 47	Natilgé	25 36 28 00
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Nongui	25 40 84 88
Bethania	25 31 31 41	Ouédraogo	25 37 16 52
Choukouroula	25 40 93 76	Pierre Tapsoba	25 48 44 33
Circulaire Sède	25 38 44 91	Principale	25 37 54 15
Diawara	25 30 61 68	Sahel	25 31 81 95
Espoir	25 31 54 12	Sira	25 43 17 78
Gare	25 31 62 06	Somgandé	25 35 82 44
Hippodrome	25 34 02 32	Sotisse	25 36 41 48
Hôpital	25 30 66 41	Unité	25 34 39 42
Jean Paul II	25 41 81 54	Vénégré	25 43 05 87
Kadiogo	25 31 87 88	Vidal	25 31 52 88
Kouma	25 38 57 42	Vièl	25 45 98 25
Lallé	25 45 67 25	Wend Kuuni	25 36 20 15
Le Rocher	25 40 83 87	Wend Yam	25 48 30 47
Les Grâces	60 80 80 77		
Louis Pasteur	25 33 58 67		
Maignon	25 31 01 20		

### ADRESSES UTILES

#### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

#### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

**✓ Couverture médiatique**

**✓ Publicité**

**✓ Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO